



## **Déclaration liminaire FSU Réunion** **CEN 30/08/24**

Parce que le contexte de rentrée est politiquement inhabituel, la FSU estime qu'il est urgent de peser dès maintenant sur les futures décisions politiques. Il faut abandonner certaines réformes en cours comme le Pacte enseignant, la réforme de la voie professionnelle, le choc des savoirs...

La dotation académique est insuffisante, à seulement deux semaines de la rentrée scolaire le remplacement de personnels n'est pas effectif, de quoi nous inquiéter sur la continuité pédagogique et les conditions de travail des enseignants ! Concernant la carte scolaire, nous demandons que notre académie soit totalement placée en éducation prioritaire. L'abaissement des effectifs de classe qui en découlerait est une mesure prioritaire.

Quand à l'école inclusive afin qu'elle soit vécue positivement, l'effectif d'AESH doit être abondé, il n'est pas à la hauteur de la demande d'accompagnement ! De nombreux élèves avec notification sont en attente d'AESH. Augmenter le nombre d'élèves accompagnés par l'AESH n'est qu'une réponse comptable à la pénurie et ne génère qu'incompréhension et souffrance pour les familles, et les personnels ! De même, les affectations de ces derniers ne semblent pas avoir reçu l'attention, la cohérence et la bienveillance annoncée lors du CEN de décembre et laissent les AESH dans des difficultés ou les mettent en difficulté, sans parler de la continuité du suivi des élèves qui n'est pas prise en compte. Il est impératif de donner les moyens de travailler et de redonner du sens au métier.

Le corps des inspecteurs du SUI-FSU veut alerter sur un certain nombre de sujets d'actualité de cette rentrée :

- les évaluations nationales, contestées par une très large intersyndicale, que nous soutenons ne peuvent en aucun cas constituer un bon outil de pilotage pédagogique et elles risquent de conduire à un bachotage vain et contre-productif ;
- les mesures du « choc des savoirs » sont rejetées unanimement par la profession et la recherche ;
- les examens du baccalauréat (Général, Technologique et professionnel) et du brevet se sont déroulés, cette année, dans des conditions catastrophiques liées à un nouveau calendrier qui sera reconduit à l'identique pour 2025, sans même attendre le bilan de cette session ;
- la réforme du lycée professionnel n'a pour but que de briser ce formidable outil d'émancipation et de démocratisation scolaire au service de notre jeunesse la plus fragile ;
- la réforme de la formation continue dont le dogme du 100% hors face à face pédagogique est inutile et totalement irréalisable ;
- la réforme de la formation initiale des enseignants, enfin, largement improvisée et contestée par toutes les universités partenaires.

Dans la voie professionnelle, le SNUEP-FSU rejoint l'analyse du corps des inspecteurs et dénonce l'absence de bilan d'une réforme qui casse l'esprit qui présidait dans cette voie. Le tri social y est particulièrement mis en œuvre. Nous constatons que la réforme n'est pas suspendue dans notre secteur malgré l'absence de Ministre : c'est dommageable. En effet, la présence des jeunes et des adultes en formation dans les entreprises connaît une augmentation exponentielle déjà dénoncée par notre organisation à de multiples reprises. Cela crée une réelle difficulté pour garantir à tous les élèves la qualité des stages qui occupent maintenant une grande partie de leur

formation, voire dans les pires des situations la simple faisabilité de ces stages. Ce qui est valable sur tout le territoire national est particulièrement prégnant dans notre académie.

La SNUEP-FSU se félicite de l'octroi par le Conseil Régional de l'équipement technique et des EPI à tous les élèves de la voie professionnelle car c'est un des facteurs de réussite scolaire bien évidemment. Nous souhaitons que le matériel prévu soit dans les mains des élèves le plus rapidement possible et que les directions d'établissement se mobilisent pour qu'il en soit ainsi. Cependant, les personnels nous interpellent souvent sur leurs conditions d'enseignement dans des bâtiments vieillissants et avec du matériel technique pas toujours suffisant ou à la hauteur. Et ce versant-là devra aussi faire l'objet d'une attention particulière de la part des collectivités. Pour autant, nous nous réjouissons de la construction de 2 nouveaux lycées prévus de longue date et qui entrent enfin en réalisation. C'est avec impatience que les personnels du LP Léon de Lepervanche attendent l'ouverture du Lycée de la Mer car l'établissement est devenu un mammoth épuisant et facteur de difficultés pour la communauté éducative.

Si le Numérisak semble être entré dans les mœurs, le SNUEP-FSU souhaite que la possibilité reste offerte aux élèves d'être aidé pour l'achat des livres « consommables » qui sont fréquemment utilisés par les enseignants et pour poursuivre dans le thème des livres, il serait souhaitable de permettre aux PLP de lister les ouvrages qui intéresseraient leurs élèves afin de favoriser réellement la lecture à travers le dispositif « Un trimestre, un livre ».

Concernant la santé à l'école, la multiplication des projets va à l'encontre des besoins des élèves, des étudiant.es et de la communauté scolaire. La FSU s'oppose à cette politique qui ne vise, par l'organisation de délégations de tâches, qu'une réduction des coûts au détriment de la lutte contre les inégalités sociales et de santé en faveur de l'élève et du renforcement des équipes pluriprofessionnelles. Les actions de promotion de la santé en direction des élèves et étudiants doivent rester au service de la réussite scolaire et de la réduction des inégalités de santé de tous et toutes .

La FSU revendique que des emplois d'Infirmières scolaires soient massivement créés pour assurer leur présence dans les écoles et établissements au plus près des élèves.

Le Service Social en Faveur des élèves a fait l'objet d'une réorganisation en cette rentrée scolaire afin de répondre au mieux aux besoins des élèves et des familles.

Le SNUASFP-FSU salue cette réorganisation qui se veut bénéfique pour tous (élèves, familles, professionnels).

Cependant, le SNUASFP FSU revendique la présence à temps plein d'un.e assistant.e de service social dans chaque établissement du second degré afin de couvrir l'ensemble du territoire.

Il dispose d'un mandat historique revendiquant la création d'un service social spécifique du premier degré à raison, a minima, de deux assistant.e.s social.e.s par circonscription, sans redéploiement des moyens existants.

Quant aux personnels administratifs, ils font face, à chaque rentrée scolaire, à la problématique de la mobilité, entraînant des retards et/ou des non-affectations de personnels titulaire ou ANT. Les situations RH sont toujours en cours d'analyse, laissant les agents dans une situation difficile et de souffrance.

Le déploiement de l'application métier RenoihRH demande parfois plus de temps de saisie que l'ancienne application, ce qui entraîne des retards et perturbe la gestion quotidienne.

Par ailleurs, le nouveau logiciel *OPALE* pose de nombreux problèmes. C'est un logiciel inabouti et les utilisateurs y consacrent un temps considérable qu'ils ne peuvent plus accordés aux usagers et aux personnels, dégradant le service rendu. Et ce n'est rien en comparaison de ce qui nous attend, si vous ne prenez pas immédiatement la mesure de la situation.

L'intersyndicale Op@le a été reçue le mercredi 26 juin 2024 au Ministère. Si elle n'a pas obtenu de moratoire, elle a beaucoup insisté pour que les vagues de septembre (2025 et 2026) ne concernent que des établissements et équipes VOLONTAIRES. Les recteurs doivent donc revoir leur calendrier académique de déploiement et le communiquer au ministère pour le 30 août, soit aujourd'hui.

La FSU sera vigilante à ce que l'académie ne fasse pas obstacle à la discussion et à la mise en œuvre d'un nouveau calendrier.

Vitale pour la République, l'école publique mérite mieux. La France doit réaffirmer collectivement son engagement pour une école émancipatrice, fidèle aux principes républicains et ambitieuse pour tous les élèves. L'école a toujours fait front pour la République. Il est temps que Celle-ci et ses élus fassent front pour l'école. Les académies d'Outremer dont la nôtre en ont un besoin urgent.

C'est pourquoi, d'ors et déjà, la FSU-SNUIPP appelle à se mobiliser le 10 septembre contre les évaluations standardisées.

Et la FSU appelle, dans un front unitaire, à une mobilisation le 1<sup>er</sup> octobre pour l'abrogation de la réforme des retraites, la hausse des salaires et les services publics.